

Etat d'urgence décrété en Tunisie

Tunisie La mesure est prise pour "30 jours" en raison d'une "guerre un peu spéciale".

Le président tunisien Béji Caïd Essebsi a décrété samedi l'état d'urgence en raison des "dangers menaçant le pays", huit jours après un attentat qui a tué 38 touristes.

Les autorités, qui ont pour la première fois reconnu des défaillances sécuritaires vendredi, ont aussi annoncé le limogeage de plusieurs responsables, dont le gouverneur de Sousse, région où a été perpétrée cette attaque. "Au vu des dangers qui menacent le pays, de la situation régionale et de ce que nous voyons de propagation du terrorisme dans des pays frères [...], nous avons décidé [...] de proclamer l'état d'urgence sur tout le territoire tunisien pour 30 jours", a déclaré le chef de l'Etat dans un discours télévisé à la nation, précisant que cette mesure entrerait en vigueur dès ce samedi. "Le pays est en guerre d'un genre spécial", a-t-il ajouté en avertissant : "Si les événements de Sousse se répètent, l'Etat va s'effondrer."

Le 26 juin, un Tunisien de 23 ans avait ouvert le feu sur des touristes sur une plage près de Sousse, attentat revendiqué par les islamistes de Daech.

Sans état d'urgence depuis 16 mois

Depuis sa révolution il y a quatre ans, la Tunisie fait face à une progression de la mouvance jihadiste, déjà responsable de la mort de dizaines de policiers et de militaires.

Les Tunisiens ont récemment vécu plus de trois ans d'état d'urgence : instauré en janvier 2011, juste avant la fuite du président Zine El Abidine Ben Ali dans la foulée du soulèvement qui avait lancé "le Printemps arabe", il avait été sans cesse renouvelé avant d'être levé en mars 2014.

L'état d'urgence accorde des pouvoirs d'exception aux forces de l'ordre et autorise les autorités à "prendre toutes mesures pour assurer le contrôle de la presse et des publications de toute nature". Les autorités peuvent aussi interdire les grèves et les réunions "de nature à provoquer ou entretenir le désordre". Le président a d'ailleurs évoqué les "revendications insistantes" et les grèves qui se multiplient. "On ne peut pas continuer comme ça, c'est de la désobéissance civile", a-t-il dit.

L'annonce de l'état d'urgence plus d'une semaine après l'attentat a suscité des interrogations. "Pourquoi huit jours après?", s'est demandé l'analyste tunisien indépendant Selim Kharrat, mettant en garde contre l'"excellent outil de répression" qu'il pourrait représenter. (AFP)